

**L'honorable André Ouellet (Papineau-Saint-Michel)**

Je remercie le ministre de sa courtoisie à me fournir d'avance une copie de sa déclaration ministérielle.

La description des horreurs de la guerre au Cambodge faite par le ministre ne fait que mettre en lumière d'une façon dramatique la souffrance et la désolation pour ce pauvre peuple cambodgien.

J'accueille donc très favorablement la décision du Canada de rétablir l'admissibilité du Cambodge au Programme canadien d'aide publique au développement.

La question que je me pose, c'est comment le ministre fera-t-il pour répondre à toutes les demandes pressantes alors que son collègue, le ministre des Finances (M. Wilson), parle de réduction des dépenses. L'enveloppe budgétaire de l'Agence canadienne de développement international a déjà été durement touchée et plusieurs craignent qu'elle le sera encore plus lors du prochain budget du ministre des Finances.

Alors que le ministre parle d'une révision de toute la politique étrangère canadienne face aux bouleversements qui surviennent dans le monde, il vient nous parler du Cambodge. Soit. Mais quand nous parlera-t-il des relations Est-Ouest et comment son gouvernement entend-il relever le défi nouveau que représentent les changements extraordinaires au sein des pays membres du Pacte de Varsovie? Quand le ministre jugera-t-il la question des relations Nord-Sud suffisamment importante pour faire l'objet d'une déclaration ministérielle en cette Chambre? Nous aimerions beaucoup savoir comment le gouvernement conservateur entend montrer plus de compassion envers l'endettement des pays du tiers monde et comment il essaiera de régler ce problème qui prend des proportions fort inquiétantes.

La situation en Indochine mérite notre attention, mais je me demande vraiment pourquoi aujourd'hui le ministre tient tellement à faire cette déclaration. Son ordre de priorité m'inquiète. Le gouvernement conservateur a déjà une belle réputation pour les beaux discours. Malheureusement, lorsque vient le temps de poser des gestes concrets, sa réputation en prend un coup.

Le ministre nous affirme qu'un représentant canadien est actuellement au Cambodge avec des représentants d'organismes non gouvernementaux canadiens pour trouver le meilleur moyen d'octroyer de nouveau une aide à ce pays.

Donc, nous n'en sommes encore qu'au stade des vœux pieux; il n'y a encore aucune décision définitive de prise et on ne sait pas non plus si le gouvernement fera une contribution significative qui justifie la déclaration ministérielle d'aujourd'hui, ou si la contribution sera négligeable comme cela est souvent arrivé après les grandes déclarations pompeuses du premier ministre ou d'un membre du gouvernement.

Aujourd'hui, nous avons à Ottawa la visite de plusieurs représentants d'organismes non gouvernementaux canadiens qui s'inquiètent des coupures budgétaires et qui sont venus nous dire que si l'ACDI réduisait encore les subventions qui leur sont attribuées, certaines de ces associations seraient obligées d'abandonner leur travail et de fermer leurs portes.

Au moment où le gouvernement canadien recourt de plus en plus à ces organismes pour leur programme d'aide à l'étranger, il serait regrettable que la main gauche du gouvernement, représentée par le ministère des Finances, étangle des organismes vers qui est tendue la main droite du gouvernement, représentée par l'Agence canadienne de développement international.

Je dis donc au ministre: si vous voulez que des organismes non gouvernementaux canadiens fassent votre travail au Cambodge, continuez à financer généreusement ces organismes ici même au pays.

Dans sa longue déclaration, le ministre finit par admettre que le noeud du conflit cambodgien demeure la participation des Khmers rouges à un éventuel règlement. Le ministre, à notre avis, prend un risque énorme en leur faisant autant confiance et en les incorporant au processus d'établissement de la paix, alors qu'ils peuvent encore prendre le pouvoir pour eux seuls et réimposer leur règne de terreur.

Quelle garantie le ministre a-t-il que les Khmers rouges n'ont plus les moyens de faire la guerre et de replonger le Cambodge dans l'enfer qu'il a connu sous Pol Pot?

Je me demande aussi pourquoi le Canada a appuyé la demande d'accréditation des Khmers rouges devant les Nations Unies? Il me semble que ce groupe à ce moment-ci ne devrait pas ainsi avoir le prestige et la crédibilité attachés à cette accréditation. Le ministre a-t-il eu des garanties dont il ne nous a pas parlé?

Je l'espère, car il n'y a aucun doute que la paix au Cambodge est au plus haut point souhaitable.